



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 18 septembre 2023

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Politique : la réunion du Conseil des affaires de l'État met l'accent sur la question des arriérés de paiement des entités publiques vers les entreprises

Immobilier : le secteur poursuit sa contraction, alors que le promoteur Sino-Ocean annonce la suspension de ses remboursements offshore

Finances publiques : de janvier à août, la Chine enregistre un déficit de 4 283 Mds RMB, en baisse par rapport à 2022

Banque et finance [\(ici\)](#)

Stabilité financière : deux sociétés publiques prennent le contrôle des opérations de Zhongrong Trust suite à ses problèmes de liquidité

Assurance : assouplissement des règles prudentielles pour favoriser l'investissement des assureurs chinois sur les marchés financiers

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relation Chine-US : la Chine fait appel à l'OMC dans son différend qui l'oppose aux Etats-Unis concernant les contre-mesures chinoises imposées sur plusieurs produits américains

Commerce extérieur : aucune exportation de gallium et de germanium depuis la Chine au mois d'août

BRI : la Chine annonce la participation de plus d'une centaine d'Etats au 3^{ième} Forum « des nouvelles routes de la soie »

Relation Chine-Russie : la Chine souhaite approfondir ses liens commerciaux avec la Russie

Relations Chine-US : la Chine impose de nouvelles sanctions sur deux sociétés américaines

Relations Chine-US : extension de l'exclusion de certains produits américains soumis à des droits de douanes additionnels

Climat des affaires [\(ici\)](#)

Climat des affaires : la Chambre de commerce européenne a publié son « position paper » annuel

Climat des affaires : selon l'enquête annuelle de la Chambre de commerce américaine de Shanghai, le climat des affaires continue de se dégrader cette année

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Automobile : le gouvernement chinois donnerait des instructions informelles d'approvisionnement local aux constructeurs de véhicules électriques

Semi-conducteurs : publication de mesures d'amortissement fiscal pour les activités de recherche et développement (R&D)

Innovation : le Bureau national des statistiques publie la version finale des statistiques de dépenses en recherche et développement pour l'année 2022

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Marché électrique : des orientations générales définissent les contours des marchés spot en Chine, pour avancer vers l'unification du marché électrique national

Aviation civile : la CAAC lance une campagne pour inciter les « voyageurs novices » à prendre l'avion

Industrie aéronautique : bilan de la 6^{ème} édition de la China Helicopter Exposition de Tianjin

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong [\(ici\)](#)

Relations franco-hongkongaises : déplacement de Paul CHAN, Secrétaire aux Finances, à Paris

Agroalimentaire : reprise des importations de volailles et nouvelle liste d'établissements agréés pour l'exportation de viandes crues

Classement du Fraser Institute : Hong Kong détrôné en tant qu'économie la plus libre au monde

Cryptomonnaies : arrestation de six individus liés à la plateforme d'échange de cryptomonnaies JPEX

Macao [\(ici\)](#)

Commerce extérieur : les importations de Macao ont progressé de 6 % au cours des sept premiers mois de 2023

Taiwan [\(ici\)](#)

Taux d'intérêt : la CBC maintient ses taux directeurs mais revoit à la baisse ses prévisions de croissance économique

Salaire minimum : augmentation de 4 % du salaire minimum au 1er janvier 2024

Semi-conducteurs : annonce de subventions aux entreprises du secteur du design

Mongolie [\(ici\)](#)

Politique monétaire : la Mongolie maintient son taux directeur inchangé à 13 %

Chine continentale

Conjoncture

Politique : la réunion du Conseil des affaires de l'État met l'accent sur la question des arriérés de paiement des entités publiques vers les entreprises

Le 20 septembre, le Premier ministre Li Qiang a présidé une réunion exécutive du Conseil des affaires de l'État dont les principaux sujets économiques portaient sur la promotion de la « nouvelle industrialisation », l'examen et l'approbation du « plan d'action destiné à régler les arriérés aux entreprises » et du rapport sur la promotion d'une reprise durable de l'économie.

Le Conseil des affaires de l'État appelle notamment à résoudre le problème des arriérés de paiements des entités publiques (gouvernements, notamment locaux, et entreprises publiques) envers les entreprises. Concrètement, les gouvernements locaux doivent « assumer la responsabilité sur le règlement des arriérés dans leurs régions respectives en résolvant dans les meilleurs délais les problèmes d'arriérés des gouvernements ». Les entreprises d'État doivent « prendre l'initiative dans la démarche de remboursement des dettes ».

Cette annonce sur le sujet des arriérés de paiement fait suite à une précédente mention lors de la réunion du Politburo d'avril. L'annonce d'un « plan d'action » (au contenu non-détaillé pour l'instant) témoigne de la probable aggravation du phénomène ces dernières années en raison des tensions sur les finances publiques locales chinoises. Cela s'inscrit également dans le cadre des annonces de ces derniers mois du gouvernement sur le thème de la promotion du climat des affaires, de l'économie privée et des entreprises privées, ces dernières se plaignant de longue date des arriérés et impayés des entreprises publiques à leur égard.

Immobilier : le secteur poursuit sa contraction, alors que le promoteur Sino-Ocean annonce la suspension de ses remboursements offshore

Les [données](#) publiées par le NBS sur la situation du secteur immobilier témoignent d'une poursuite de la contraction du secteur immobilier au mois d'août, que de nombreuses mesures de soutien tentent d'atténuer ([voir les brèves du SER de Pékin de la semaine du 4 septembre](#)). En particulier, de plus en plus de villes assouplissent largement voire abandonnent les restrictions qui pesaient sur les ménages souhaitant acquérir un premier ou deuxième bien immobilier, dans le but d'accroître la demande de logement.

De janvier à août, les [investissements immobiliers](#) se contractent de 8,8 % en g.a. (contre une contraction de 8,5 % de janvier à juillet). Pour l'immobilier résidentiel, la contraction est de 8 % (contre -7,6 % de janvier à juillet). S'agissant des [ventes immobilières](#), en termes de superficie vendue, elles se contractent de janvier à août de 7,1 % en g.a. (contre -6,5 % de janvier à juillet). Les ventes pour l'immobilier résidentiel se contractent de 5,5 %, contre -4,3 % de janvier à juillet). Par rapport à 2021, la superficie résidentielle vendue est en contraction de 37,2 %. En termes de chiffre d'affaires, les ventes totales diminuent de 3,2 %, contre -1,5 % de janvier à juillet ; les ventes de logements diminuent de 1,5 % (après +0,7 % de janvier à juillet). S'agissant des nouveaux projets de construction, la superficie des mises en chantier de logements neufs diminue de 24,7 %, (contre -7,1 % de janvier à juillet). La superficie des logements achevés progresse cependant de 19,5 %, après +20,8 % de janvier à juillet. Les [fonds dont disposent](#) les promoteurs (toutes sources de financement

confondues) sont en contraction de 12,9 % de janvier à août (contre une contraction de -11,2 % de janvier à juillet).

Concernant les [prix immobiliers](#) communiqués par le NBS, ils sont en baisse ou restent stable en août d'un mois sur l'autre dans la plupart des 70 principales villes du pays. Au niveau agrégé et en glissement annuel, les prix immobiliers des villes de rang 1 (c'est-à-dire Pékin, Shanghai, Canton et Shenzhen) augmentent de 0,6 % dans le neuf et diminuent de 1,6 % dans l'ancien. Dans les villes de rang 2, les prix dans le neuf augmentent de 0,3 % tandis que ceux dans l'ancien diminuent de 3 %. Pour les villes de 3^{ème} rang, les baisses sont de 1,4 % dans le neuf et de 3,5 % dans l'ancien.

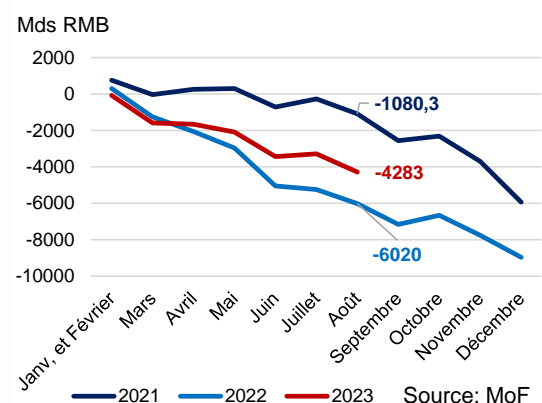
Le 15 septembre, le promoteur Sino-Ocean, détenu par des entreprises publiques, a [annoncé](#) la suspension de tous les paiements sur sa dette offshore. Cette mesure concerne notamment les 8 obligations en dollars du groupe. Le promoteur annonce entrer dans une phase de gestion « holistique » de sa dette, et cherche notamment à négocier avec ses créanciers des extensions de maturité de ses obligations. La cotation des actions et obligations du groupe à Hong Kong a été suspendue suite à cette annonce.

Finances publiques : de janvier à août, la Chine enregistre un déficit de 4 283 Mds RMB, en baisse par rapport à 2022

Nota bene : les données mensuelles publiées par le Ministère des finances (MoF) pour les comptes publics détaillent les recettes publiques et les dépenses publiques du budget général national (dit « premier compte public »), qui regroupe les recettes et dépenses générales du gouvernement central et des collectivités locales, ainsi que du « deuxième compte public », qui correspond aux divers fonds des administrations publiques. Le déficit budgétaire public officiel annuel est le solde du seul premier compte public, après transferts et ajustements avec les autres comptes. Les données concernant le troisième et quatrième compte publics, qui couvrent respectivement des fonds liés aux capitaux d'État et les caisses de sécurité sociale, ne font pas l'objet de communication mensuelle par le MoF.

De janvier à août, la Chine [enregistre](#) un déficit public au niveau de ses deux premiers comptes publics de 4 283 Mds RMB (549 Mds EUR), contre un déficit de 6 020 Mds RMB il y a un an.

Dans le détail du [premier compte public](#), les *recettes publiques* s'établissent sur la période à 15 180 Mds RMB (1 946 Mds EUR), en hausse de 10 % en g.a. (après +11,5 % en juillet). En particulier, parmi les recettes fiscales, les recettes de TVA domestiques augmentent de 70,7 % en g.a., en raison d'un effet de base important, alors qu'une politique massive de report du versement de la TVA avait été mise en œuvre à la même période de l'année dernière pour soutenir les entreprises. Les *dépenses publiques* sur la période s'établissent à 17 138 Mds RMB (2 197 Mds EUR), en hausse de 3,8 % en g.a. (contre +3,3 % en juillet). Les hausses les plus importantes concernent notamment les dépenses de sécurité sociale et d'emploi (+8,1 % en g.a.), de santé (+5,8 %), d'éducation (+4,5 %), et de remboursement de la dette (+3,4 %). Le solde du premier compte public est donc en déficit de 1 959 Mds RMB (251 Mds EUR).



Du côté du deuxième compte public, la Chine enregistre une baisse de 15 % en g.a. des *recettes* des fonds gouvernementaux de janvier à août, à 3 397 Mds RMB (436 Mds EUR), tirée par la contraction des recettes des fonds gouvernementaux locaux (qui représentent l'essentiel du deuxième compte public), toujours fortement affectés par les difficultés du secteur immobilier. Les *dépenses* des fonds sont en baisse de 21,7 % en g.a. (contre -23,3 % en juillet), à 5 722 Mds RMB (734 Mds EUR). Le solde du deuxième compte public est donc en déficit de 2 324 Mds RMB (298 Mds EUR).

<i>Libellé</i>	<i>En Mds RMB</i>	<i>De janvier à août (en g.a.)</i>
Recettes Totales	15179,6	10 %
TVA domestique	4828,90	70,7 %
Taxe sur la consommation	1084,1	-9 %
Impôts sur les sociétés	3302,2	-7,6 %
Impôts sur les individuels	1021,7	-0,1 %
TVA & TC de l'importation	1239,3	-8,3 %
Droits de douane	167,9	-12,7 %
Remise de taxe à l'exportation	1263,7	-6,4 %
Taxe d'entretien urbain et de construction	358,9	3 %
Taxe sur les achats d'automobile	179,3	2,3 %
Droits de timbre	290,3	-8,9 %
Taxe sur les ressources naturelles	211,5	-14 %
Taxe sur les terres et les immobiliers	1272,2	-3,6 %
Taxe sur la protection environnementale	15	-2,2 %
Divers	80,8	2,1 %
Dépenses Totales	17138,2	3,80 %
Education	2551,5	+4,5 %
Science & technologie	550,7	-1,9 %
Culture, tourisme, sport & média	220,6	0
Sécurité sociale & emploi	2735,7	8,10 %
Hygiène & santé	1496,6	+5,8 %
Economie d'énergie & protection d'environnement	319,3	2,30 %
Communautés urbaines & rurales	1216,3	-2,30 %
Agriculture, forestier & eau	1418,2	2,90 %
Transport	741,9	-5,30 %
Remboursement des dettes	778,8	3,40 %

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Banque et finance

Stabilité financière : deux sociétés publiques prennent le contrôle des opérations de Zhongrong Trust suite à ses problèmes de liquidité

En difficulté depuis cet été, avec notamment plusieurs défauts de paiements sur ses produits ([voir les brèves du SER de Pékin de la semaine du 28 août 2023](#)), Zhongrong Trust (ZRT), un important *trust fund* chinois (avec environ 100 Mds EUR d'actifs sous gestion) a [annoncé](#) le 15 septembre avoir signé un accord de « gestion déléguée » (« *entrusted management service agreement* ») avec deux entreprises publiques, Citic Trust et CCB Trust. Les deux SOEs auront pour mission « d'examiner l'état des produits à risque et de prévenir les risques de défauts futurs ». Le mandat signé couvre une période de deux ans. Les difficultés de Zhongrong Trust résultent notamment de son exposition à l'immobilier, dans un contexte de crise de liquidité des promoteurs.

Assurance : assouplissement des règles prudentielles pour favoriser l'investissement des assureurs chinois sur les marchés financiers

Le 10 septembre dernier, la *National Financial Regulatory Administration* (NFRA) a [annoncé](#) que les investissements des entreprises d'assurance en actions sur les deux principaux indices boursiers chinois bénéficiaient désormais d'un régime plus favorable pour le calcul des ratios prudentiels. Les facteurs de risque appliqués aux actions de l'indice CSI 300 et de l'indice technologique STAR Market détenues par les assureurs diminuent chacun de 0,05 point (à respectivement 0,3 et 0,4). Une évolution similaire est également appliquée pour les investissements dans les *Real Estate Investment Trusts* (REIT, des fonds d'investissement en immobilier), tandis que les investissements en *private equity* dans des « industries émergentes stratégiques » nationales se voient appliqués un nouveau facteur de risque relativement bas, à 0,4.

Une diminution du facteur de risque réduit le coût relatif de détention de ces actifs en termes de respect des exigences prudentielles de capital. Cette mesure vise donc à orienter davantage de fonds des assureurs vers ces actifs ciblés par les autorités.

Pour les indices boursiers, outre le soutien aux cours boursiers chinois alors qu'ils sont au plus bas depuis 10 mois, une telle mesure cherche également à accroître la participation des investisseurs institutionnels aux marchés financiers chinois, sur lesquels les investisseurs individuels génèrent encore la majorité de l'activité.

Marché boursier : hausse modérée des indices sur la semaine

Sur la semaine, les marchés boursiers chinois enregistrent une très légère hausse, à l'exception de l'indice technologique Star Market de la bourse de Shanghai. Par ailleurs, l'indice Heng Seng des entreprises chinoises de la bourse de Hong Kong (HSCEI) enregistre une baisse de 0,7 % cette semaine.

S'agissant du *stock connect*, les marchés chinois enregistrent de justesse des entrées nettes de capitaux cette semaine (29,5 millions RMB), après 6 semaines consécutives de sorties importantes (en moyenne des sorties de 18,8 Mds RMB par semaine).

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50	BSE 50	HSCEI
Entre le 18 et 22 septembre	0,8%	0,5%	0,3%	0,5%	-0,5%	0,2%	-0,7%
Depuis le 1er septembre	-0,7%	0,4%	-2,3%	-4,2%	-6,3%	4,8%	-1,1%
Depuis le 1er janvier	-3,4%	1,4%	-7,6%	-14,2%	-8,0%	-13,2%	-6,6%

Retour au sommaire ([ici](#))

Echanges et politique commerciale

Relation Chine-US : la Chine fait appel à l'OMC dans son différend qui l'oppose aux Etats-Unis concernant les contre-mesures chinoises imposées sur plusieurs produits américains

Le 18 septembre, le ministère du Commerce chinois (MOFCOM) a notifié par [un communiqué](#) saisir l'organe d'appel du règlement des différends (ORD) de l'OMC dans un contentieux concernant les droits appliqués par la Chine à certains produits américains. L'organe d'appel de l'ORD étant pour le moment bloqué, l'affaire a peu de chance d'aboutir.

Pour rappel, les Etats-Unis avaient demandé en octobre 2018 l'établissement d'un groupe spécial à l'OMC après que la Chine ait imposés des droits de douanes additionnels sur 128 codes tarifaires (fruits et porc notamment) en réponse à l'imposition de droits de douanes additionnels par les Etats-Unis, au titre de l'article 232 du *Trade Expansion Act*, sur les importations de produits en acier et en aluminium. Le 16 août 2023, le groupe spécial avait rendu [son rapport](#) dans lequel il concluait que les droits de douane additionnels imposés par la Chine violaient les règles de l'OMC.

A noter que [des groupes spéciaux distincts](#) mis en place par l'ORD, pour régler les plaintes déposées au sujet des droits de douane additionnels sur l'acier et l'aluminium au titre de l'article 232, ont jugé qu'ils violaient eux aussi les règles du commerce international. Les différents panels ont statué que la décision américaine au titre de l'article 232 du *Trade Expansion Act* n'étaient pas justifiées par les exceptions en matière de sécurité prévues par le GATT, car elles n'ont pas été appliquées en temps de guerre ou en cas de grave tension internationale. Les Etats-Unis ont également saisi l'organe d'appel de l'ORD dans l'ensemble de ces cas.

Commerce extérieur : aucune exportation de gallium et de germanium depuis la Chine au mois d'août

Selon l'agence de presse [Reuters](#), la Chine n'a réalisé aucune exportation de gallium et de germanium en août 2023 en raison des mesures de contrôle des exportations imposées par les autorités chinoises sur ces deux métaux. En juillet dernier, 8,6 tonnes de germanium et 5,2 tonnes de gallium avaient été exportées depuis la Chine.

Pour rappel, depuis le 1^{er} août 2023, les exportateurs en Chine doivent dorénavant obtenir auprès des autorités chinoises une licence d'exportation pour les biens à double usages pour six produits à base de germanium et de huit produits à base de gallium. Toujours selon [Reuters](#), le traitement des demandes de licence prendrait environ 45 jours ouvrables ce qui expliquerait l'absence d'exportations pour ces produits au mois d'août.

Le 21 septembre, le porte-parole du ministère de l'Economie chinois ([MOFCOM](#)) a annoncé en conférence de presse que plusieurs licences d'exportation pour les biens à double usages avaient d'ores et déjà été attribuées à plusieurs exportateurs qui souhaitaient exporter des produits à base de gallium et de germanium.

BRI : la Chine annonce la participation de plus d'une centaine d'Etats au 3^{ième} Forum « des nouvelles routes de la soie » pour la coopération internationale

[Interrogé](#) en conférence de presse le 19 septembre, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois, Mao Ning, a annoncé la participation de plus de 110 pays au 3^{ième} Forum « des nouvelles routes de la soie » pour la coopération internationale qui se tiendra à Pékin au mois d'octobre.

Le 3^{ième} Forum « des nouvelles routes de la soie » devrait comprendre trois dialogues de haut niveau sur la connectivité, le développement durable et l'économie numérique, ainsi que six forums thématiques sur le commerce, les liens entre les peuples, la coopération locale, la coopération maritime, la Route de la soie et les échanges de groupes de réflexion.

Pour rappel, le dernier Forum « des nouvelles routes de la soie » s'était tenu en avril 2019.

Relation Chine-Russie : la Chine souhaite approfondir ses liens commerciaux avec la Russie.

Le 19 septembre, le ministre du Commerce chinois, Wang Wentao, et le ministre russe du Développement économique ont co-présidé la 19^{ième} réunion du sous-comité de coopération économique et commerciale sino-russes.

Selon le [communiqué](#) du MOFCOM, Wang Wentao a déclaré que la Russie et la Chine devraient approfondir leur coopération en matière commerciale, améliorer leur connectivité transfrontalière et renforcer leur coopération et leur coordination dans les enceintes multilatérales. De son côté, le ministre russe du Développement économique a déclaré que les exportations russes vers la Chine ne cessaient de croître, au même titre que les investissements des entreprises chinoises en Russie.

Cette rencontre entre les deux ministres coïncide avec la venue en Russie du ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, à Moscou, venue qui a conduit à la [confirmation](#) de la visite du Président russe Vladimir Poutine à Pékin le mois prochain.

Relations Chine-US : la Chine impose de nouvelles sanctions sur deux sociétés américaines

Vendredi le 15 septembre, le ministère chinois des Affaires étrangères [a annoncé des nouvelles sanctions](#), sans préciser lesquelles, sur deux entreprises américaines – *Northrop Grumman* et *Lockheed Martin Corporation (St Louis)*. Selon la porte-parole du ministère, les sanctions ont été imposées conformément aux dispositions de [la loi contre les sanctions étrangère de 2021 \(Anti-Foreign Sanctions Law\)](#).

Selon le gouvernement chinois, *Lockheed Martin Corporation (St Louis)* est le principal contractant d'une vente d'armes américaines à Taipei annoncée le 24 août, tandis que *Northrop Grumman* a été impliquée dans la fourniture d'armes à Taïwan « à de multiples reprises ».

En février 2023, le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) avait déjà ajouté *Lockheed Martin Corporation* ainsi que *Raytheon Missiles and Defense* à sa « liste des entités peu fiables » ([voir les brèves de la semaine du 13 février 2023](#)). En avril, le MOFCOM a précisé les mesures de sanctions sur ces deux sociétés – dont l'interdiction aux entreprises chinoises à conduire des affaires avec eux.

Relations Chine-US : extension de l'exclusion de certains produits américains soumis à des droits de douanes additionnels

Le 13 septembre, la Commission des droits de douanes du Conseil des Affaires de l'Etat a annoncé par [un communiqué](#) l'extension de l'exclusion de [124 produits américains soumis à des droits de douanes additionnels](#), dont certains minerais de terres rares, certains radars et drones.

Sachant que l'exclusion de ces produits soumis aux droits de douane additionnels expirait le 15 septembre, la présente exclusion a pris effet le 16 septembre 2023 et ce, jusqu'au 30 avril 2024.

Pour contexte, des droits de douanes additionnels avaient été imposés par la Chine comme des contremesures vis-à-vis de droits de douane additionnels imposés par les Etats-Unis sur certains produits chinois.

Climat des affaires

Climat des affaires : la Chambre de commerce européenne a publié son « *position paper* » annuel

La Chambre de commerce européenne en Chine (EUCCC) a présenté cette semaine son « [position paper](#) » annuel, dans lequel elle formule plusieurs recommandations afin de « restaurer la confiance des entreprises » en Chine, dans un contexte de conjoncture économique dégradée et de raidissement politique.

Si la Chine devrait atteindre ses objectifs de croissance en 2023, il est probable que sa croissance économique ralentisse dans les prochaines années. Dans ce contexte, les entreprises européennes pourraient permettre à la Chine de gagner en productivité, en apportant de la concurrence et de nouvelles technologies, mais seulement si elles bénéficient d'un marché ouvert et des conditions de concurrence équitables.

La Chine devrait renforcer sa politique d'auto-suffisance dans certains secteurs d'activité spécifiques. La Chambre définit l'approche européenne de « *dé-risking* » comme résultant d'une prise de conscience qu'une surexposition à une seule source d'approvisionnement peut engendrer de fortes perturbations sur les chaînes de valeur. Selon la Chambre, cette stratégie européenne reste ciblée « narrow » et précise, et ne se fonde pas nécessairement sur le besoin de relocaliser mais plutôt sur le besoin de se diversifier. *A contrario*, la stratégie de « circulation duale » de la Chine qui promeut avant tout l'auto-suffisance, et dans de très nombreux secteurs.

De nombreuses entreprises dédoublent leur ligne de production¹ afin de limiter les risques de perturbation sur leur chaîne de valeur, ce qui conduit « certaines entreprises à installer la quasi-totalité de leur ligne de production en Chine ». Certaines entreprises incitent aussi leurs fournisseurs pénétrer le marché chinois, tandis que d'autres cherchent à remplacer leurs fournisseurs étrangers par des fournisseurs locaux, ces derniers étant plus familiers aux réglementations chinoises. Cependant, dédoubler sa ligne de production comporte un coût financier important et de nombreuses petites et moyennes entreprises ne disposent tout simplement pas des ressources suffisantes pour dédoubler leur activité.

Le risque pour les entreprises de se retrouver « coincer » entre deux régimes juridiques différents augmente. Les récentes entrées en vigueur du *Uyghur Forced Labor Prevention Act (UFLPA)*² aux Etats-Unis et de la directive européenne sur le devoir de vigilance obligent les entreprises à s'assurer de l'absence de travail forcé à toutes les étapes de la chaîne de valeur. Néanmoins, la réalisation d'audits pour certifier de l'absence de travail forcé par une partie tiers pourrait se relever être difficile, voire impossible en Chine en particulier dans la région du Xinjiang. Cette situation a été mise en lumière à la suite de raids effectués dans des entreprises de conseil et d'audit américaines.

Toutefois, selon la Chambre, de nombreux champs de coopération entre l'UE et la Chine demeurent possibles. La question de l'atténuation du risque sur les chaînes de valeur, la réforme de l'OMC et la lutte contre le réchauffement climatique sont autant de domaines de coopérations dans lesquels les relations peuvent être approfondies.

¹ Inclus les systèmes de données et de technologies de l'information, ainsi que le personnel.

² A noter que l'UFLPA contient un critère géographique relatif à la région du Xinjiang en Chine. UFLPA complète le cadre américain existant en matière d'interdiction de mise sur le marché de produits issus du travail forcé.

Ainsi, la Chambre de commerce européenne formule les recommandations suivantes :

(i) Augmenter la productivité en limitant les interventions étatiques dans l'économie. La priorité accordée au secteur public entrave la concurrence et nuit à la productivité en Chine. La Chambre de commerce invite par exemple les autorités chinoises à poursuivre la réforme des entreprises d'Etat dans le cadre du principe de neutralité concurrentielle et à résoudre les problématiques d'accès au marché.

(ii) Dépolitiser l'environnement commercial et supprimer les ambiguïtés législatives. La politisation des affaires et l'ambiguïté des mesures législatives et réglementaires rendent de plus en plus difficile l'exercice du devoir de vigilance et le respect des règles en matière de conformité, ce qui accroît les risques pour les entreprises opérant en Chine. La Chambre de commerce propose en particulier la mise en place d'un dialogue entre les autorités chinoises, les gouvernements étrangers et les parties tiers concernées pour dépolitiser le climat des affaires.

(iii) Améliorer l'élaboration des politiques publiques en permettant le dialogue et le retour d'expérience. Le manque de canaux de discussions entre les acteurs du secteur et les autorités chinoises priver ces derniers d'informations susceptibles d'améliorer le climat des affaires en Chine. La Chambre de commerce demande, entre autres, la fin des changements de politiques « erratiques » et la mise en place de période de transition raisonnables lors de l'entrée en vigueur des textes législatifs ou réglementaires.

(iv) Stimuler la consommation. Bien que la consommation intérieure puisse jouer un rôle important dans la reprise économique de la Chine, les défis socio-économiques actuels, en particulier les difficultés du secteur immobilier, sapent la confiance des consommateurs. La chambre de commerce recommande la mise en œuvre de politiques publiques centrées autour de la demande.

(v) Maintenir un équilibre entre la reprise économique et la transition écologique. Alors que les politiques économiques favorisent la relance de l'économie, la transition de la Chine vers une économie bas carbone risque de ralentir. La Chambre de commerce préconise notamment l'approfondissement de la coopération environnementale internationale entre l'UE et la Chine et un meilleur accès aux énergies renouvelables pour les entreprises présentes en Chine.

Climat des affaires : selon l'enquête annuelle de la Chambre de commerce américaine de Shanghai, le climat des affaires continue de se dégrader cette année

La Chambre de commerce américaine de Shanghai a dévoilé cette semaine son enquête annuelle sur le climat des affaires en Chine. 325 entreprises ont participé à l'enquête, dont 86% d'entre-elles opèrent en Chine depuis plus de dix ans.

Si de nombreuses entreprises américaines envisagent d'accroître leurs investissements en Chine après l'annonce de la fin de la politique « zéro-Covid » (31% des répondants, soit 6 points de plus qu'en 2020), **le climat des affaires s'est fortement dégradé :**

(i) Les entreprises américaines présentes en Chine sont de moins en moins optimistes. 52 % des personnes interrogées sont optimistes quant aux perspectives commerciales dans les cinq ans à venir, ce qui représente une baisse de 3 points par rapport à 2022. Il s'agit du pourcentage le plus bas depuis le lancement de l'enquête en 1999.

(ii) Les entreprises américaines réorientent leurs chaînes d'approvisionnement et leurs investissements en dehors de Chine. 19% des entreprises envisagent de délocaliser certaines de leurs activités en dehors de Chine dans les trois ans à venir, en raison de l'incertitude des relations bilatérales entre les États-Unis et la Chine (75 %), des perturbations connues pendant la pandémie de Covid-19 (30%) et des inquiétudes concernant la résilience de leurs chaînes d'approvisionnement (29 %).

(iii) L'environnement réglementaire continue de se détériorer. 60 % des entreprises ont déclaré qu'un environnement réglementaire plus transparent et prévisible renforcerait leur confiance. 56 %, des entreprises ont également déclaré qu'il y avait du « favoritisme » à l'égard des entreprises locales, soit neuf points de plus qu'en 2020.

Si une relation bilatérale plus stable entre les États-Unis et la Chine pourrait améliorer la confiance des entreprises américaines en Chine, deux-tiers des répondants subissant des pressions de « découplage » déclarent que celle-ci proviennent du gouvernement américain.

Industrie et numérique

Automobile : le gouvernement chinois donnerait des instructions informelles d’approvisionnement local aux constructeurs de véhicules électriques

D’après le media japonais [Yomiuri Shimbun](#), le gouvernement chinois donnerait des instructions informelles aux constructeurs locaux de véhicules électriques pour qu’ils s’approvisionnent en composants électroniques (dont semi-conducteurs) produits en Chine. Un ancien ministre chinois de l’Industrie et des Technologies de l’Information (MIIT) aurait demandé verbalement aux constructeurs de respecter cette consigne lors d’une réunion tenue en novembre 2022. L’ancien ministre aurait également appelé à fixer des objectifs sur la part de composants domestiques utilisés dans les véhicules électriques, le non-respect de ces objectifs pouvant entraîner des sanctions. Selon [Yomiuri Shimbun](#), les fabricants japonais, américains et européens de composants électroniques, qui dominent traditionnellement le marché chinois, pourraient ainsi être exclus de l’approvisionnement des constructeurs chinois de véhicules électriques à l’avenir.

Selon un institut de recherche chinois cité par [Yomiuri Shimbun](#), le marché chinois des pièces automobiles représentait 3 880 Mds RMB (500 Mds EUR) en 2022 et devrait atteindre 4 800 Mds RMB (630 Mds EUR) d’ici 2028. Les constructeurs chinois ont connu une nette montée en gamme et maîtriseraient désormais la plupart des technologies pertinentes, à l’exception des unités de transmission.

Les objectifs rapportés par [Yomiuri Shimbun](#) entrent en cohérence avec le plan de développement de l’industrie automobile (2023-2024) [publié](#) le 1^{er} septembre par le MIIT. Ce plan fixe pour objectif d’améliorer la qualité de la chaîne d’approvisionnement, notamment en soutenant le développement des puces automobiles, des batteries, des systèmes d’exploitation et des capteurs de haute précision. En outre, le plan vise à assurer la stabilité de la chaîne d’approvisionnement et annonce la création d’une plateforme coordonnée par le gouvernement pour « contrôler et évaluer la sécurité de la chaîne d’approvisionnement, surveiller de manière dynamique les tendances d’approvisionnement et identifier les risques de sécurité à un stade précoce ». Par ailleurs, le gouvernement est appelé à promouvoir une « coopération synergique » en matière d’innovation entre les grandes, les moyennes et les petites entreprises. La mise en place d’un fonds de soutien à la recherche technologique de base est également évoquée (sans davantage de précisions), tout comme l’utilisation de divers outils financiers (crédit, obligations, assurance) pour développer les entreprises du secteur.

Semi-conducteurs : publication de mesures d’amortissement fiscal pour les activités de recherche et développement (R&D)

Le 18 septembre, le Ministère des Finances (MOF), l’Administration pour la fiscalité (STA), la Commission Nationale pour le Développement (NDRC) et le Ministère de l’Industrie et des Technologies de l’Information (MIIT) ont publié [de nouvelles mesures](#) d’allègement fiscal réhaussant les taux actuels d’amortissement des dépenses de R&D pour les entreprises de semi-conducteurs, tous domaines confondus (design, production, emballage, test, équipements et matériaux).

Au cours des cinq prochaines années, les entreprises de semi-conducteurs éligibles pourront déduire 120 % de leurs dépenses réelles de R&D avant impôt, à condition que ces dépenses n’aient pas été comptabilisées en tant

que capital immatériel (la propriété intellectuelle de l'entreprise) dans le bilan, contre 100 % avant la publication de ces mesures. Si elles sont comptabilisées en tant qu'actifs incorporels, les dépenses de R&D peuvent être amorties à un taux de 220 % avant impôt, contre 200 % auparavant. En théorie, si une entreprise dépense 10 millions RMB pour un projet de R&D, l'entreprise peut donc déduire 12 millions RMB ou [22 millions RMB] de ce projet.

Ces mesures témoignent de l'approche multi-leviers mis en œuvre en Chine pour le soutien de la filière du semi-conducteur, qui se décline en des mesures financières et non-financières. En témoigne l'annonce du 4 août 2020 par le gouvernement central d'un plan de soutien à la filière des semi-conducteurs. Ce document propose des mesures de soutien à la filière dans les huit domaines suivants : fiscalité, financement, recherche et développement, import-export, talents (des municipalités et provinces ont mis en place des subventions facilitant l'installation de talents étrangers), propriété intellectuelle, applications, coopération internationale. Ce texte permet notamment aux entreprises produisant des puces inférieures ou égales à 28 nanomètres sur une durée d'au moins quinze ans de bénéficier d'exemptions d'impôts sur le revenu lors des dix premières années d'opération.

A titre d'exemple, la municipalité de Shenzhen a annoncé le 6 juin 2023 de nouvelles mesures de soutien aux entreprises de semi-conducteur ([voir les brèves du SER de Pékin de la semaine du 5 juin 2023](#)). Ces mesures comprennent des aides à la location foncière et des subventions directes pour un montant maximum de 10 millions CNY (1,4 million USD) par entreprise. Le district municipal de Futian va jusqu'à accorder aux entreprises de la filière des aides diminuant de 60 % les prix de location des terrains dont il a la charge. Des subventions sont également prévues afin de soutenir les activités de R&D sur l'ensemble des entreprises de la chaîne de valeur.

Innovation : le Bureau national des statistiques publie la version finale des statistiques de dépenses en recherche et développement pour l'année 2022

Le 18 septembre, le Bureau national des statistiques (NBS) a [publié](#) la version finale des statistiques de dépenses en recherche et développement (R&D) pour l'année 2022, après avoir communiqué des premières estimations en janvier dernier ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 30 janvier 2023](#)).

Selon le NBS, la Chine a investi 3 078 Mds RMB (400 Mds EUR) dans la R&D en 2022, soit une hausse de 10 % en g.a. Un record de 202 Mds RMB (25 Mds EUR) a été alloué à la recherche fondamentale, mais ce montant ne représente que 6,57 % des dépenses totales de R&D, contre 15 à 25 % dans la plupart des économies avancées. Cet écart avec les dépenses des économies avancées avait déjà été [relevé](#) dans le 14^{ème} plan quinquennal, qui fixe pour objectif d'atteindre un ratio de 8 % des dépenses totales de R&D attribuées à la recherche fondamentale à horizon 2025. A noter par ailleurs que le financement annuel par chercheur a diminué de 5 000 RMB (près de 650 EUR) en 2022.

En 2022, les dépenses chinoises de R&D représentent 2,54 % du PIB, en augmentation de 0,11 pp par rapport à l'année 2021. A titre de comparaison, la moyenne OCDE s'élève à 2,67 % du PIB.

L'industrie manufacturière a vu ses dépenses de R&D augmenter de 14,5 % par rapport à 2021, pour atteindre 650,8 Mds RMB (80 Mds EUR). La progression est particulièrement marquée dans l'industrie manufacturière de

haute technologie, surtout dans les secteurs prioritaires pour les autorités chinoises. Ainsi, les dépenses de R&D liées à la fabrication d'équipements pour les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont de loin les plus élevées (410 Mds RMB, 50 Mds EUR), et progressent de 14,6 % en g.a. Les dépenses de R&D ont également connu une forte croissance dans la chimie et les produits chimiques (+17,2 % en g.a.), la fabrication automobile (+16,8 %) et dans les machines et équipements électriques (+15,4 %). En revanche, les dépenses de R&D dans les secteurs jugés moins critiques progressent faiblement voire régressent, notamment dans la fabrication textile (+6,6 %), les produits en caoutchouc et en plastique (+3,3 %), la transformation agricole et alimentaire (-0,8 %) ou encore la fabrication de produits culturels, éducatifs et de divertissement (-1,6 %).

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Marché électrique : des orientations générales définissent les contours des marchés spot en Chine, pour avancer vers l'unification du marché électrique national

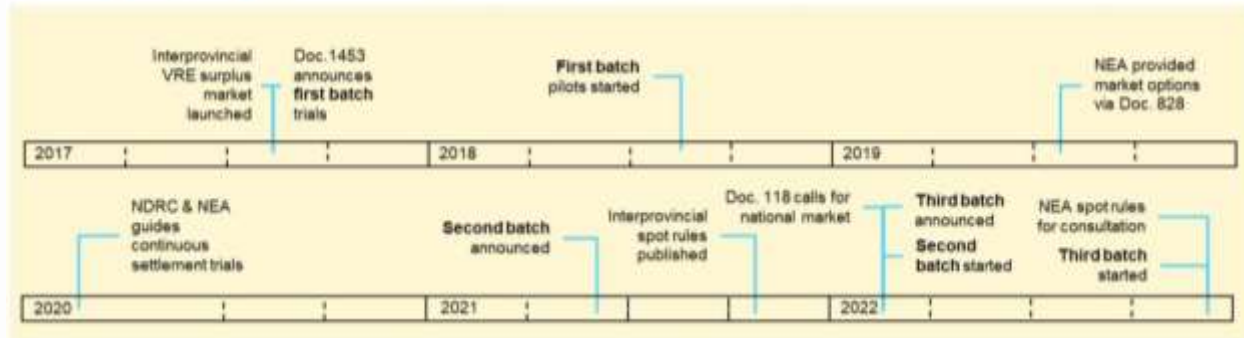
Le 7 septembre, la commission nationale pour le Développement et la Réforme (NDRC) et l'administration nationale de l'Énergie (NEA) ont [publié](#) de nouvelles « règles fondamentales », c'est-à-dire des orientations générales, pour la **structuration du marché spot national de l'électricité**. Pour rappel, il n'existe actuellement que des marchés régionaux de l'électricité en Chine et les autorités travaillent à **l'unification du marché électrique national d'ici 2025 avec un fonctionnement complet en 2030** ([voir brèves de SER de Pékin, semaine du 7 février 2022](#)). 60 % de la consommation électrique est échangée sur les marchés (le reste étant régulé), dominés par les marchés à long et moyen terme (80 % des transactions de marché), tandis que les marchés spot n'ont été mis en place que dans 8 provinces depuis 2017 (20 % des transactions de marché). A l'été 2022, la *China Southern Grid* (CSG), qui gère les réseaux électriques des provinces du sud, a lancé le [premier marché spot à l'échelle régionale](#) entre les cinq provinces du sud³, dont elle gère le réseau électrique.

Ces nouvelles règles, qui suivent des règles de négoce et de supervision publiées en novembre 2022 ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 28 novembre 2022](#)), doivent permettre **d'améliorer la flexibilité et la stabilité du marché électrique**, ce qui représente donc un équilibre à trouver entre les mécanismes de marché et l'interventionnisme des autorités qui s'autoriseront à établir des fourchettes de prix en cas de trop forte volatilité. Ces orientations devraient permettre d'ajuster plus efficacement les prix de l'électricité, de mieux refléter les dynamiques offre-demande en temps réel, de favoriser les nouveaux entrants sur le marché (stockage, hydrogène, gestion de la demande), de connecter les marchés de mi-long terme et les marchés spot et ainsi de faire face à la croissance des énergies renouvelables et à la variabilité de la demande et de la production électriques selon les conditions météorologiques. In fine, les marchés spot **favorisent l'intégration des EnR et abaissent le besoin de centrales à charbon**. Ainsi, les pénuries électriques récentes des étés 2021 et 2022, qui ont poussé à une ruée vers le charbon, auraient certainement pu être évitées avec des échanges électriques plus flexibles entre provinces et un marché reflétant les prix réels, selon des analystes du [CREA](#).

Un [plan de mise en œuvre](#) détaillé est maintenant attendu pour opérationnaliser ces orientations. Un [rapport de l'IEA](#) donne par exemple des pistes pour développer les marchés spot ([voir brèves du SER de Pékin, semaine du 24 avril 2023](#)).

³ Les 5 provinces gérées par la CSG : Guangdong, Yunnan, Hainan, Guangxi, Guizhou.

Timeline of spot market Introduction (2017-2022)



IEA, CC BY 4.0.

Source: IEA based on template by Fatras et al (2022), [A systematic review of electricity market liberalisation and its alignment with industrial consumer participation: A comparison between the Nordics and China](#).

Aviation civile : la CAAC lance une campagne pour inciter les « voyageurs novices » à prendre l'avion

Le 15 septembre, l'Administration de l'aviation civile chinoise (CAAC) a tenu sa conférence de presse mensuelle, au cours de laquelle [elle a dévoilé](#) son "Avis directif sur la facilitation du voyage des passagers prenant l'avion pour la première fois". Cet avis, basé sur un projet pilote lancé en 2021 dans la région nord-ouest du pays, vise à faciliter le voyage des passagers novices, qu'ils prennent un vol domestique ou international, ou qu'ils réalisent pour la première fois un voyage combinant différents modes de transport.

Les mesures visent notamment à développer des exigences spécifiques pour les services de réservation de billets, d'information et d'orientation, d'enregistrement, de contrôle de sécurité, de correspondance, ou encore pour les services aux passagers ayant des besoins spéciaux. Pour répondre aux divers besoins des passagers, la CAAC encourage les compagnies aériennes à créer des produits spéciaux tels que "Premier vol + Revitalisation rurale", "Premier vol + Souvenirs rouges", "Premier vol + Voyage de rêve" et "Premier vol + Service de correspondance".

La CAAC a pour objectif d'augmenter la « population aérienne » – c'est-à-dire les personnes ayant déjà pris l'avion en Chine – de 300 millions actuellement à plus de 400 millions d'ici 2025.

Industrie aéronautique : bilan de la 6^{ème} édition de la *China Helicopter Exposition* de Tianjin

La 6^{ème} édition de la China Helicopter Exposition s'est tenue du 14 au 17 septembre dans la ville de Tianjin. Cet évènement biennal est coorganisé par les autorités de Tianjin, les forces terrestres de l'Armée chinoise et l'avionneur chinois Aviation Industry Corporation of China (AVIC), avec une surface de 160 000 m². [D'après la municipalité](#), 60 000 visiteurs se sont rendus sur le salon, soit le même chiffre que lors de la précédente édition en 2019, dont environ 20 000 visiteurs professionnels. Près de 350 exposants (contre 400 en 2019) étaient présents et 65 hélicoptères et drones ont été exposés.

Le 14 septembre, lors d'une conférence de presse organisée en marge du salon, [AVIC a présenté](#) son "Rapport annuel sur les prévisions du marché chinois des hélicoptères civils (2023-2032)". Selon ce rapport, la flotte d'hélicoptères civils en Chine devrait atteindre 1 449 unités d'ici 2027 et dépasser 2 000 unités d'ici 2032, dont plus de 1 200 seront des hélicoptères civils à turbomoteurs. Si l'espace aérien à basse altitude est ouvert, la taille totale de la flotte d'hélicoptères civils en Chine pourrait dépasser 1 500 en 2027 et atteindre plus de 2 500 d'ici 2032.

Plusieurs [contrats](#) et [accords de coopération](#) ont été signés pendant le salon :

- Avicopter Tianjin a signé une commande ferme de 5 hélicoptères AC312E, 2 hélicoptères AC352 et une lettre d'intention pour 15 hélicoptères de la série AC avec Henan Civil Aviation Development and Investment Group Co., Ltd. Ces hélicoptères sont destinés aux opérations d'urgence et de sauvetage dans la province de Henan.
- AVIC Changfei a signé une lettre d'intention pour 10 hélicoptères AC311A avec Shanxi General Aviation Group Co., Ltd, ainsi qu'un accord d'achat pour 2 hélicoptères AC313A avec Jiaolong General Aviation Co., Ltd. et Aviation Industry Leasing.
- China Jiuzhou General Aviation Co., Ltd. a signé un contrat de vente pour 2 hélicoptères ultralégers.
- Airbus Helicopters et Wanjiang Financial Leasing Co., Ltd. ont signé une lettre d'intention pour coopérer dans le domaine du crédit-bail d'hélicoptères. Ils fourniront des produits d'hélicoptères personnalisés et des solutions de financement à guichet unique aux entreprises d'aviation générale chinoise, en particulier aux PME.
- Bell Textron Company a annoncé que Shaanxi Helicopter Co., Ltd. a été autorisée à ouvrir un centre de maintenance agréé pour le Bell 407 à Xi'an, et fournira des services de maintenance directe à Shaanxi Helicopter Co., Ltd.
- Le Groupe Haite et Safran Helicopter Engines ont signé un accord de coopération stratégique pour la refonte du moteur Arriel 2C.
- AVIC Harbin Aircraft (HAIG) et le comité de gestion de la zone franche du port de Tianjin ont conclu un accord pour la construction conjointe d'une base industrielle d'hélicoptères civils et d'un centre de R&D à Tianjin.
- L'Institut de conception des hélicoptères d'AVIC et le Comité de gestion de la zone franche du port de Tianjin ont signé un accord pour promouvoir le développement innovant des hélicoptères.
- AVIC Harbin Aircraft, AVIC Changfei et AVIC international Leasing Co., Ltd ont conclu un accord de coopération pour développer la location d'aéronefs civils chinois. Ils créeront une société de crédit-bail pour soutenir financièrement les entreprises d'aviation générale et proposer de nouvelles solutions pour l'exploitation des avions civils nationaux.
- AVIC Harbin Aircraft et Henan Civil Aviation Development and Investment Group Co., Ltd. ont signé un protocole de coopération pour renforcer le développement de l'industrie de l'aviation générale dans la province du Henan.
- Great Hero (Tianjin) Aviation Engineering Co., Ltd et le comité de gestion de la zone franche du port de Tianjin ont signé un accord-cadre de coopération les activités de de maintenance de l'hélicoptère militaire Mi-171.
- Le Comité de gestion de la zone franche du port de Tianjin, le Comité de gestion de la zone franche générale de Tianjin et l'aéroport international de Tianjin Binhai Co., Ltd. ont signé un accord pour établir un projet de coopération stratégique pour le développement de l'industrie aéronautique.

- Sichuan Haite High-tech Co., Ltd. a signé un accord de coopération avec le comité de gestion de la zone franche du port de Tianjin pour la construction du projet de conversion passager-cargo de l'Airbus A321 de Tianjin Haite Phase III. Ce projet devrait être mis en production au second semestre 2025. Par ailleurs, Tianjin Fei'an Company a signé des accords de formation avec CNOOC Safety Technology Services Co., Ltd. et Shanghai Silk Wing Aviation Technology Co., Ltd.
- Shaanxi Helicopter Co., Ltd. a signé des accords avec quatre entités, dont China Southern Airlines General Aviation, le magazine « I Fly », Wanjiang Financial Leasing et BOOST. Ces accords portent sur la maintenance et la garantie du matériel aéronautique, la promotion de la marque, les services de soutien aux entreprises et l'amélioration des équipements professionnels.
- Beijing Andaville Technology Co., Ltd. et le comité de gestion de la zone franche du port de Tianjin ont signé un accord pour le projet de base de R&D et de production d'équipements aéronautiques d'Andaville Tianjin.

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Relations franco-hongkongaises : déplacement de Paul CHAN, Secrétaire aux Finances, à Paris

Lors de sa visite à Paris dans le cadre de la conférence "Think Business Think Hong Kong", M. Paul CHAN, Secrétaire aux finances, a promu les atouts de Hong Kong auprès de la communauté d'affaires française. Il a promis le maintien du principe "un pays, deux systèmes", qui assure la stabilité et la prospérité de la ville. Il a ajouté que grâce au soutien de la Chine continentale, Hong Kong bénéficie d'avantages uniques en tant que « super-connecteur » entre le marché chinois et le reste du monde, grâce à une forte autonomie et au système de *Common Law*.

P. CHAN a encouragé les entreprises françaises à exploiter les opportunités de développement à Hong Kong dans des secteurs tels que les services financiers, l'innovation technologique, l'économie verte et les industries culturelles et créatives. Lors de cette visite, il a également visité le concept store du salon Maison et Objet (M&O), la plus grande exposition de design en Europe, et plusieurs entreprises françaises, avant de participer à une réunion du *Hong Kong-France Business Council* au MEDEF visant à renforcer les liens commerciaux franco-hongkongais.

Agroalimentaire : reprise des importations de volailles et nouvelle liste d'établissements agréés pour l'exportation de viandes crues

Les autorités de Hong Kong ont annoncé le 14 septembre la reprise des importations de volailles et de produits issus des volailles tels que les œufs en provenance de 26 départements français qui étaient soumis à restriction après que la France ait été déclarée indemne de grippe aviaire.

Par ailleurs, les autorités hongkongaises ont indiqué leur disposition à accepter une liste complémentaire d'établissements historiques impliqués dans l'exportation de viandes crues. Cette liste inclurait les exportateurs historiques non encore répertoriés ou nécessitant des modifications ainsi que les fournisseurs de matières premières carnées ou prestataires de services impliqués dans des lots d'exportation non répertoriés. Ces entreprises sont encouragées à fournir les informations nécessaires pour l'établissement de cette liste en utilisant le formulaire de recensement disponible [ici](#).

Classement du Fraser Institute : Hong Kong détrôné en tant qu'économie la plus libre au monde

Hong Kong a été détrôné en tant qu'économie la plus libre au monde après 53 ans en tête de liste, laissant sa place à Singapour dans le classement international établi par le think tank canadien, Fraser Institute. Cette perte serait attribuée à l'ingérence croissante de Pékin dans les affaires de la Région administrative spéciale (RAS), une affirmation que le gouvernement rejette vivement. Le Fraser Institute, dont le siège est à Vancouver, a également

relevé de nouveaux obstacles réglementaires à l'entrée sur le marché, des limitations dans l'emploi de main-d'œuvre étrangère et une hausse des coûts d'exploitation expliquant cette rétrogradation.

Le gouvernement de la RAS a contesté les conclusions du think tank et a affirmé qu'Hong Kong avait pleinement respecté le principe de "un pays, deux systèmes", en maintenant un haut degré d'autonomie conforme à sa Loi fondamentale. Il a souligné que Hong Kong continuait de mettre en œuvre des politiques favorables aux affaires et de préserver un environnement économique compétitif. En contre-feu, lors de son intervention, mardi 19 septembre, devant le milieu d'affaires français, Paul CHAN a relevé de son côté que Hong Kong avait été classé 22^{ème} sur 140 territoires au [Rule of Law Index](#) « juste derrière la France et devant les Etats-Unis » par le [World Justice Project](#). Le rapport complet du Fraser Institute [ici](#).

Cryptomonnaies : arrestation de six individus liés à la plateforme d'échange de cryptomonnaies JPEX

La police de Hong Kong a procédé à l'arrestation de six individus en lien avec la plateforme d'échange de cryptomonnaies JPEX, gelant près 1 Md HKD d'actifs virtuels. Selon la Securities and Futures Commission (SFC), JPEX n'avait jamais obtenu de licence pour opérer à Hong Kong et aurait également fait de fausses déclarations concernant ses licences auprès de régulateurs étrangers.

Cette affaire souligne les défis et les risques associés à la réglementation des actifs virtuels dans un environnement financier en constante évolution. Ces arrestations interviennent trois mois après l'entrée en vigueur des nouvelles réglementations qui ont ouvert le marché des cryptomonnaies aux investisseurs particuliers.

Macao

Commerce extérieur : les importations de Macao ont progressé de 6 % au cours des sept premiers mois de 2023

Les importations macanaises ont progressé de 7 % à 10,2 Mds USD au cours des sept premiers mois de 2023, dont 1,5 % pour celles en provenance de l'UE. (3,4 Mds USD). Les importations de produits alimentaires et de boissons ainsi que de bijoux en or ont respectivement augmenté de 45,9 % et de 59,2 %. Avec 17,3 % de part de marché, la France demeure le 1er fournisseur européen de Macao (-6,4 % en g.a à 1,8 Md USD), devant l'Italie et la Suisse.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

Taux d'intérêt : la CBC maintient ses taux directeurs mais revoit à la baisse ses prévisions de croissance économique

Lors de sa dernière réunion de politique monétaire du 21 septembre, [la Banque centrale de Taiwan \(CBC\) a décidé de maintenir ses taux d'intérêt au même niveau, et de réviser à la baisse ses prévisions de croissance de l'économie taïwanaise pour 2023 à 1,5 %](#) (contre 1,72 % annoncées fin mars dernier). Quant à l'inflation, selon la CBC toujours, l'indice des prix à la consommation devrait atteindre 2,22 %. Pour l'année 2024, la CBC, qui estime que la dynamique des exportations et de l'investissement privé reprendra, table sur une croissance de 3,1 % (contre 3,3 % annoncé par la DGBAS en août dernier), ainsi que sur une inflation de 1,8 % (1,6 %). De son côté, [la Banque asiatique de développement \(ADB\) a revu à la baisse ses prévisions de croissance en 2023 pour Taiwan à 1,2 %](#) (contre 2 % annoncé en avril dernier), essentiellement en raison de la reprise, plus lente que prévue, des exportations de l'île, et anticipe un taux de 2,7 % pour l'année 2024.

Salaire minimum : augmentation de 4 % du salaire minimum au 1er janvier 2024

Le ministère du travail (MOL) a récemment annoncé une [augmentation du salaire minimum de 4 % à partir de début 2024](#), soit une augmentation de 1 070 TWD (32 EUR) pour le salaire mensuel qui atteindra désormais 27 470 TWD (814 EUR), et de 7 TWD pour le salaire horaire (0,2 EUR) à 183 TWD. Il s'agit de la huitième augmentation du salaire minimum depuis l'arrivée au pouvoir de la Présidente TSAI Ing-Wen, passant de 20 008 TWD en 2016 au 27 470 TWD en 2024, soit environ +37 %. Dans le but de renforcer le cadre réglementaire en matière de rémunération des salariés, le cabinet du Premier ministre a validé le 21 septembre 2023, un [projet de loi spécifique sur le salaire minimum](#), la révision du salaire minimum étant basée jusqu'ici sur les « *Regulations for the Deliberation of Basic Wage* », simple directive administrative. Cette nouvelle loi, avec 19 articles au total, doit encore être adoptée par le parlement.

Semi-conducteurs : annonce de subventions aux entreprises du secteur du design

[Les PME du secteur du design](#) vont recevoir des financements du Ministère des affaires économiques pour développer des puces de moins de 28 nm. Une enveloppe de 800 MTWD (près de 24 MEUR) sera prévue à cet effet [dès 2024](#). En dehors des grands acteurs de la conception de puces à Taiwan comme MediaTek (4^{ème} mondial), Novatek (7^{ème}) et Realtek (8^{ème}), Taiwan compte 200 entreprises du secteur amont de la conception et du design, qui représente, en 2023, selon les estimations de la [Taiwan Semiconductor Industry Association](#), presque 26% de la valeur de la production du secteur des semi-conducteurs (environ 32 Mds EUR). En mars dernier, deux mois après la sortie « du Taiwan Chips Act », le Président de MediaTek, Rick Tsai, avait appelé le gouvernement à s'intéresser davantage à ce segment, compte tenu de la concurrence croissante de la Chine. Ces subventions répondent par ailleurs aux annonces récentes du Conseil national des sciences et technologies s'agissant d'une initiative sur 10 ans visant à augmenter la part de marché du secteur du design à 40 % d'ici 2033.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Mongolie

Politique monétaire : la Mongolie maintient son taux directeur inchangé à 13 %

La Banque centrale de Mongolie (BoM) a pris la décision de maintenir inchangé son taux directeur à 13 %, en tenant compte de la conjoncture économique actuelle, des incertitudes tant internes qu'externes qui planent sur l'économie, ainsi que de la progression modérée de l'inflation vers son objectif cible. Cette décision intervient après une hausse en décembre de l'année précédente, lorsque le taux avait été porté de 12 à 13 %, dans le but de stabiliser l'inflation à moyen terme, de préserver la stabilité de la monnaie nationale, le Tugrik, et de garantir un équilibre économique à la fois interne et externe. Bien que l'inflation ait atteint 10 % en août, la Mongolie s'engage à ramener son taux d'inflation à un chiffre d'ici la fin de l'année, selon les déclarations de la banque centrale.

Retour au sommaire ([ici](#))

La Direction Générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication :
Rédacteurs :

Christian Gianella
Thomas Carré, Thibault Alix, Jingxia Yang, Hao Pan, Arthur Quinquenet, Furui Ren, Camille Bortolini, Marie-Pia Lebrun, Louis Ouvry, François Lemal, Julien Boudet, Laureen Calcat, Haowei Hu, Cyril de Mesmay, Li Wei, Philippe Baudry, Emanuel Malz, Charlotte Lau, Alain Chouan, Odile Huang, Max Chang, Jingyu Wang, Maria Girard, Cao Hui, Ani Liu, Pierre Moussy, Pierre Couturier-Bonsergent, Cheng Chen, Pavlo Stergard, Julie Hervé
Hannah Fatton

Revu par :

Pour s'abonner :

laureen.calcat@dgtresor.gouv.fr